

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2019 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 26 juin 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt quatre juin à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Aurélie FERRARI - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
Mme Anne-Marie PIGERON donne pouvoir à M. Martino AMODEO
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD
Mme Elise MARTIN donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - M. Saïd FOUAD - Mme Nelly GODDE

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : Mme Caroline CARLIER.

Mme Caroline CARLIER procède à l'appel.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal du Conseil municipal du 8 avril 2019.

M. Dominique MICHEL, Mme Saliha M'PIAYI et M. Saïd FOUAD du groupe « Avançons pour Chenôve » quittent la séance du Conseil municipal à 19 h 25, après le propos liminaire de M. le Maire.

EDUCATION

1 - CITÉS ÉDUCATIVES : CANDIDATURE POUR LE LABEL D'EXCELLENCE

La ville de Chenôve a mis en place un Projet Éducatif Territorial (PEdT) en septembre 2014, dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

En 2015, la nouvelle équipe municipale a renforcé la priorité donnée à l'éducation en s'engageant dans un programme ambitieux d'équipement informatique de l'ensemble de ses six groupes scolaires (dont quatre sont en réseau d'éducation prioritaire renforcé, REP+). Un programme de recherche, sur trois années, avec l'université de Bourgogne-Franche-Comté et le CNRS a permis d'évaluer les effets des outils numériques sur les apprentissages et la réussite scolaire.

En 2017, afin de renforcer la cohérence des dispositifs existant et de prendre en compte l'ensemble des parcours des enfants et des jeunes (de 0 à 25 ans) ainsi que leurs parents, elle s'est engagée dans l'élaboration d'un Projet Éducatif Global (PEG) – intégrant le Projet Éducatif Territorial (PEdT).

Ce PEG vise essentiellement à promouvoir une éducation portée sur le bien-être, l'émancipation et la réussite scolaire et éducative de tous les enfants et les jeunes, notamment en situation de vulnérabilité.

Une attention particulière est, en effet, portée à l'accueil des publics à besoins spécifiques : enfants et jeunes en situation de handicap, de décrochage scolaire, de fragilité sociale, notamment sur le quartier politique de la ville afin de favoriser concrètement l'égalité des chances.

Le Projet Éducatif Global a l'ambition de garantir la continuité et la cohérence éducative sur le territoire en mobilisant l'ensemble des acteurs éducatifs, en redonnant notamment toute leur place aux parents, en les soutenant et en les impliquant dans chacune des phases de construction de la vie de leurs enfants.

La ville possède des ressources importantes sur son territoire dédiées à la petite enfance, à l'enfance et à la jeunesse : de nombreux acteurs éducatifs, institutionnels et associatifs, de nombreux dispositifs répondant aux enjeux sociaux et scolaire du territoire (parmi lesquels, on peut notamment citer le programme de réussite éducative et le contrat local d'accompagnement à la scolarité, mais aussi trois dispositifs d'accueil des tout-petits en maternelle), des infrastructures et équipements de qualité dans les domaines sportif, culturel et socio-culturel, adaptées à chaque tranche d'âge.

Le 3 mai 2019, la ville de Chenôve a été retenue comme territoire éligible pour participer au programme des « cités éducatives », lancé par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Ville et du Logement.

Mesure phare du plan Borloo pour la politique de la ville, le label d'excellence « cité éducative » est destiné aux quartiers prioritaires de la ville.

L'objectif annoncé par le gouvernement est d'accompagner au mieux chaque parcours éducatif individuel de la petite enfance jusqu'à l'insertion professionnelle et, pour ce faire, fédérer tous les acteurs de l'éducation scolaire et périscolaire, les acteurs associatifs et culturels, les familles et les entreprises au sein d'une « grande alliance éducative ».

Cette labellisation a vocation à concerner 60 à 80 grands quartiers qui connaissent un cumul de difficultés d'ordre scolaire, social et urbain et où les acteurs du territoire auront élaboré une stratégie partagée ambitieuse pour améliorer globalement les conditions de réussite des enfants et des élèves. Il devrait permettre notamment le déploiement de moyens

supplémentaires.

Les grands objectifs de ces cités éducatives (conforter le rôle des écoles, promouvoir la continuité éducative, ouvrir le champ des possibles en impliquant les établissements culturels, des entreprises, le numérique, les déplacements...) correspondent pleinement aux ambitions affichées par le Projet Éducatif Global élaboré par la ville de Chenôve.

Ainsi, la ville pilote donc l'élaboration d'un dossier de candidature au label d'excellence de « cité éducative » en partenariat avec les services déconcentrés de l'État (Éducation nationale et Politique de la ville).

Les collectivités présélectionnées doivent désormais présenter leur projet définitif d'ici au 30 juin, pour une labellisation officielle en juillet et une mise en place à la rentrée de septembre 2019.

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à piloter l'élaboration d'un dossier de candidature au label d'excellence de « cité éducative » en partenariat avec les services déconcentrés de l'État,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

FINANCES

2 - SUBVENTIONS 2019 : PROJET SUR LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE DU COLLÈGE E. HERRIOT ET PROJET « START AGAIN » DE L'ASSOCIATION AMIS'MOTS

Le collège Edouard Herriot a mis en œuvre cette année un projet intitulé « L'escalier pour que l'on grandisse ensemble sans discrimination ». L'objectif était de développer la sensibilité des élèves, de laisser place à leur imagination autour du thème « respect à l'école » et d'aller vers l'acceptation de la différence.

L'équipe éducative du collège a donc habillé les contremarches de l'escalier central du patio, à l'instar de l'hôtel de ville de Chenôve qui se verra prochainement paré de la « Marianne chenevelière ».

Ce projet a nécessité un investissement total de 2 112 €, financé à hauteur de 512 € par l'établissement et de 1 000 € par l'État. Une demande de subvention de 600 € a été adressée à la ville de Chenôve.

Les valeurs portées par ce projet artistique et de création rejoignant complètement celles que la Ville entend valoriser dans le cadre de son projet éducatif global (PEG), il est proposé d'accéder favorablement à cette demande (les crédits étant prévus au budget primitif 2019).

Par ailleurs, la ville a également été sollicitée pour accorder une subvention de 4 000 € à **l'association AMIS'MOTS**, dans le cadre de la mise en place sur Chenôve de son projet pédagogique « Start Again ».

Notamment destiné aux femmes qui sont confrontées à des difficultés sociales et professionnelles, « Start Again » est un programme qui leur permet de se remettre en confiance à travers différents ateliers tels que le coaching personnalisé, l'apprentissage des langues, des mathématiques ou encore de l'informatique.

Le projet répond à différents objectifs :

- Accès à l'Emploi / cohésion sociale
- Égalité Femmes / Hommes
- Lutte contre les discriminations

Jusqu'ici, 80 % des femmes qui ont participé à « Start Again » se sont vues proposer un nouveau projet, que ce soit une formation diplômante, un CDD ou un CDI.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder une subvention d'un montant de 600 €, comme contribution de la ville de Chenôve à la réalisation du projet « L'escalier pour que l'on grandisse ensemble sans discrimination », porté par le collège E. Herriot,

ARTICLE 2 : D'accorder une subvention d'un montant de 4 000 € à l'association AMIS'MOTS pour la mise en œuvre de son projet « Start Again »,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :



VOTES
26 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

3 - CONTRAT DE VILLE 2015/2020 – PROGRAMMATION 2019

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21 février 2014 a institué un nouveau cadre d'intervention de la Politique de la ville à travers le renouvellement de ses outils, à savoir :

- **une nouvelle géographie prioritaire réduite** : le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la ville dans les départements métropolitains. Pour Chenôve, le quartier du Mail a été retenu au titre de la géographie prioritaire.
- **un contrat unique** intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques ;
- **une action publique qui se déploie à l'échelle intercommunale** et mobilise tous les partenaires concernés ;
- **la mobilisation prioritaire du droit commun** de l'État et des collectivités territoriales ;
- **la participation des habitants au suivi et au pilotage du contrat de ville** via la mise en place d'un conseil citoyen sur chacun des quartiers prioritaires de la ville.

L'article premier de la loi confirme la double finalité d'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires et de réduction des écarts de développement entre ces quartiers prioritaires et les autres territoires.

Le Conseil municipal, par la délibération du 29 juin 2015, a approuvé le contenu du contrat de ville 2015-2020 du Grand Dijon, ainsi que la nouvelle géographie prioritaire afférente.

Ainsi, des orientations stratégiques ont été définies par l'ensemble des partenaires et se déclinent à partir de :

- **3 piliers** : La cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, et le développement de l'activité économique, de l'emploi et l'accès à la formation.

- **4 axes transversaux** : la jeunesse, l'égalité entre femmes et hommes, la lutte contre les discriminations, les valeurs de la République et la citoyenneté.

Parallèlement, la convention régionale de cohésion sociale et urbaine avec la Région Bourgogne a été approuvée par la délibération du Conseil communautaire du Grand Dijon le 25 juin 2015.

La Région Bourgogne-Franche-Comté s'engage pour l'année 2019 à apporter un soutien financier à hauteur de 160 000 € en faveur de projets sur les trois axes suivants :

- La protection de l'environnement, la gestion des déchets et les économies d'énergie,
- L'animation et l'appropriation de l'espace public,
- L'accès à l'orientation, l'information, la formation et l'emploi.

Dans ce contexte, le territoire de Chenôve se voit doté au titre de la programmation du contrat de ville 2019 par les partenaires financeurs d'un montant de 21 000 € pour les actions ville et de 68 000 € pour les associations.

Le montant total alloué au territoire de Chenôve pour 2019 au titre de la programmation du contrat de ville s'élève donc à 89 000 €.

La ville de Chenôve s'engage à mettre en œuvre pour l'année 2019 les trois actions retenues par les partenaires financeurs dans le cadre de la programmation politique de la ville :

- Gestion Urbaine et Sociale de Proximité

- Parcours de femmes
- Valeurs de la République et laïcité

Elle devra mobiliser à cet effet des moyens financiers internes à hauteur de 123 792 €.

Vu le tableau joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la programmation 2019 du contrat de ville et l'engagement financier de la ville de Chenôve pour un montant de 123 792 €,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous actes utiles et nécessaires concernant la mise en œuvre technique, financière et juridique relative à la programmation 2019 du contrat de ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

4 - CONVENTION D'OBJECTIFS PLURIANNUELLE AVEC LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE (MJC) DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

Fidèle à sa politique volontariste de soutien aux associations, la ville de Chenôve a autorisé par délibération n° 50 en date du 29 juin 2015, la signature d'une convention d'objectifs pluriannuelle avec la Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Chenôve.

D'une durée de 3 ans, cette convention, qui devait arriver à terme le 31 décembre 2017, a été prolongée d'un an par avenant n° 1, voté par délibération lors du Conseil municipal du 18 décembre 2017, puis de six mois supplémentaires par avenant n° 2, voté par délibération lors du Conseil municipal du 17 décembre 2018 afin de prendre en compte le transfert de l'agrément « Centre social » du CCAS de Chenôve à la MJC à compter du 1^{er} juillet 2019.

Aujourd'hui, il convient de mettre en place un nouveau cadre partenarial, pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2022, à travers une nouvelle convention d'objectifs pluriannuelle, dont le projet est joint en annexe à la présente délibération.

Trois programmes d'actions, prenant en compte l'agrément « Centre social » de la MJC de Chenôve, ont été retenus autour des axes suivants :

- 1 - Scène culturelle de proximité,
- 2 - Développement social et territorial,
- 3 - Accueil et accompagnement de publics Jeunes.

Compte tenu des nouvelles missions confiées à la MJC, il est proposé d'augmenter en année pleine de 40 000 € le montant de la subvention annuelle qui lui sera versée, soit 229 000 €.

Enfin, conformément à l'article 5 du projet de convention, il reste à verser à la MJC :

- 63 033 € au titre du 3^{ème} acompte de la subvention 2019,
- 20 000 € au titre de l'agrément « Centre social » pour le second semestre 2019.

Les attributions de subvention pour les années 2020 à 2022 feront l'objet de délibérations spécifiques du Conseil municipal.

La convention d'objectifs fixe les conditions de suivi par les personnalités compétentes de la Ville.

L'annexe II à la présente convention liste les fiches-actions pour lesquelles la MJC sollicite une subvention auprès de la Ville de Chenôve.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention susvisée conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

FINANCES

5 - BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2019

Le budget supplémentaire a pour principal objet d'intégrer au budget de l'exercice en cours les restes à réaliser en investissement et les résultats de l'exercice précédent, à la suite de l'arrêt des comptes.

C'est également une étape d'ajustement des crédits inscrits au budget primitif, tant en dépenses qu'en recettes.

En fonctionnement :

En recettes, les dotations de l'État sont ajustées après leur notification, ainsi que le produit fiscal à la suite du vote des taux, soit au total +17 813 € :

- dotation forfaitaire : - 18 531 € ;
- dotation de solidarité urbaine : - 26 693 € ;
- fiscalité : + 51 537 € ;
- compensations des exonérations fiscales : + 11 500 €.

Ces recettes sont complétées par les aides de l'État et de la Métropole, dans le cadre du contrat de ville, pour des actions de sensibilisation aux valeurs de la République et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces deux projets font l'objet d'une inscription en dépenses du même montant, respectivement 9 000 € et 6 000 €.

Une enveloppe de 9 000 € sur la dotation politique de la ville est affectée à la poursuite du programme de professionnalisation de jeunes dans les métiers du tourisme et à la mise en place sur Chenôve du projet de remobilisation professionnelle en direction de femmes en recherche d'emploi conduit par l'association Amis'Mots.

Enfin, conformément au rapport de la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) consécutif à la création des services communs au sein de la Métropole, l'attribution de compensation (AC) versée par Dijon Métropole à la ville de Chenôve est réduite de 34 387 €.

En dépenses, les charges de personnel sont réduites de 126 000 € comprenant d'une part, l'évaluation du coût des 7 agents transférés à la Métropole depuis le 1er mai 2019 (-205 300 €), et d'autre part, un complément de 79 300 € affecté à :

- la revalorisation du régime indemnitaire,
- le renforcement du service Médiation,
- la relance de l'apprentissage,
- la mise en place de nouvelles actions en matière d'équilibre alimentaire et de santé dans les écoles.

Par ailleurs, les crédits des services sont abondés (90 722 €), principalement ceux des services techniques, pour assurer l'entretien du matériel et des espaces publics.

Les subventions sont réduites de 3 100 €. Cet ajustement comprend une réduction de 5 000 € de l'aide au CSLC qui avait bénéficié d'une avance en 2018. En revanche, sont inscrits 400 € pour l'ARAC et 1 500 € pour le CCAS conformément aux délibérations prises en avril.

En investissement :

Le programme des dépenses d'équipement inscrit au budget primitif est complété à hauteur de 219 850 € affectés principalement aux opérations suivantes :

- le gymnase du Mail (101 500 €) afin de permettre le lancement du concours de maîtrise d'œuvre ;
- l'aménagement de l'emprise de la tour n°12 Renan (70 000 €) pour réaliser la première phase du projet définitif ;
- le skate-park (35 000 €) et l'aménagement du secteur Herriot (15 000 €).

Au titre des opérations nouvelles, il est proposé d'inscrire une enveloppe de 143 132 € consacrée notamment au remplacement de la boîte à vélos (40 000 €), à l'engazonnement des allées du cimetière (18 000 €), au remplacement d'un véhicule au service Propreté (20 000 €), au renforcement de la sécurité du Cèdre (10 060 €) et à l'achat d'instruments pour un troisième orchestre à l'école à l'école Ferry (7 200 €).

Ces dépenses supplémentaires seraient en partie compensées par un report du lancement des études concernant la Maison du plateau (- 60 000 €) et une réduction de l'enveloppe dédiée aux travaux de l'Hôtel de Ville (- 50 000 €), les crédits restants permettant d'engager la maîtrise d'œuvre des travaux portant sur la structure et les économies d'énergie. En outre, à la suite de l'infructuosité de la consultation pour la rénovation thermique de l'école maternelle Ferry, l'enveloppe des travaux est annulée (- 137 000 €). Cette opération sera relancée en 2020.

Enfin, en raison de l'assujettissement à la TVA de la location de la brasserie, sont inscrits, en recettes, les crédits correspondants à l'annulation des mandats émis TTC en 2017 et en 2018 (191 741 €), tandis qu'en dépenses, est prévu le montant HT de ces travaux (159 560 €). Ainsi, la commune pourra déduire, par la voie fiscale, la TVA sur ces travaux.

En recettes, est inscrite la part de la Dotation politique de la ville fléchée sur l'investissement, soit 185 326 € se répartissant comme suit :

- aménagement de la plaine Herriot (1ère tranche) : 42 650 € ;
- travaux dans le groupe scolaire En Saint Jacques : 35 508 € ;
- travaux dans le groupe scolaire Violettes : 10 536 € ;
- restructuration des sanitaires du groupe scolaire Gambetta : 33 034 € ;
- travaux et mise en place d'une billetterie informatisée au centre nautique : 63 598 €.

Ces recettes sont complétées par une subvention de la région (5 040 €) pour les études de rénovation thermique de l'école Ferry.

Le financement des dépenses d'équipement est assuré par l'autofinancement à hauteur de 1 688 667 €, tandis que l'emprunt est ramené provisoirement à 1 171 896 €, dans l'attente de nouvelles recettes, notamment la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et le produit de certaines cessions foncières intervenues en 2018 et 2019.

Vu le budget primitif 2019,

Vu le budget supplémentaire annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'adopter ce budget supplémentaire pour 2019 joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

6 - SERVICES COMMUNS : RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES (C.L.E.C.T.) DU 11 AVRIL 2019 : APPROBATION – AUTORISATION D'UN AVENANT À LA CONVENTION DE MISE EN PLACE DES SERVICES COMMUNS ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA VILLE DE CHENÔVE

Lors de sa séance du 8 avril 2019, le conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune à plusieurs services communs métropolitains, à savoir :

- service commun de la centrale d'achat(s) ;
- service commun de la commande publique ;
- service commun des affaires juridiques ;
- service commun des assurances ;
- service commun du droit des sols ;
- services communs des systèmes d'information et de la donnée (données numériques et système d'information géographique, architecture informatique, solutions applicatives et fonctionnelles).

La convention de mise en œuvre des services communs a été signée le 15 avril 2019 avec Dijon Métropole.

Ladite convention prévoit, dans son article 4, qu'un avenant relatif aux modalités de participation financière de la commune au fonctionnement des services communs sera soumis à l'approbation du Conseil municipal dans le courant de l'année 2019, sur la base d'une évaluation réalisée par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

Lors de sa séance du 11 avril 2019, la CLECT a défini, à l'unanimité des membres présents ou représentés, le coût estimatif de chacun des services communs, ainsi que les modalités de sa répartition entre les communes, leurs CCAS et la Métropole.

Le rapport de la CLECT, joint en annexe de la présente délibération, est organisé comme suit :

- **Contexte de création et périmètre des services communs.**
- **Conséquences de la création de services communs – cadre juridique et financier applicable** : un avenant relatif aux modalités de participation financière au fonctionnement des services communs créés, sera proposé au Conseil Métropolitain dans le courant de l'année 2019, après réunion de la CLECT.
- **Évaluation du coût des services communs en année pleine** : Coût total des services communs : 12 921 681 €. La participation de chaque commune au coût global des services communs sera imputée sur l'attribution de compensation, soit - 51 587 € pour Chenôve et son CCAS, à compter de 2020.
- **Évaluation du coût des services communs pour l'année 2019** : Coût total des services communs : 12 599 371 €. Les effets sur l'attribution de compensation 2019 pour Chenôve et son CCAS sont évalués à - 34 387 €.
- **Échéancier prévisionnel actualisé de l'attribution de compensation** :
Pour Chenôve, en euros :

| AC 2017 définitive | AC 2018 définitive | AC 2019 | AC 2020 | AC 2021 | AC 2022 | AC 2023 | AC 2024 |
|-----------------------|-----------------------|-----------|-----------|-----------|-------------------|-----------|-------------------------|
| 6 102 867 | 6 082 247 | 6 035 889 | 6 006 717 | 5 994 746 | 5 982 774 | 5 970 802 | 5 958 831 |
| AC 2025 | AC 2026 | AC 2027 | AC 2028 | AC 2029 | AC 2030 à 2039 | AC 2040 | AC 2041 et suivantes |
| 5 946 859 | 5 934 888 | 5 922 916 | 5 910 945 | 5 898 973 | 5 887 002 | 5 887 002 | 5 887 002 |

- **Contractualisation de Dijon Métropole avec l'État sur les dépenses de fonctionnement – montants à retraiter :**

Dans le cadre de la contractualisation avec l'État, 8 491 553 € devront être déduits/retraités des dépenses réelles de fonctionnement de la Métropole au titre de l'année 2019, correspondant à la valorisation des personnels transférés par six communes dans le cadre de la création des services communs.

Dans le cadre de la contractualisation avec l'État, 8 797 044 € devront être déduits/retraités des dépenses réelles de fonctionnement de la Métropole au titre de l'année 2020, correspondant à la valorisation des personnels transférés par six communes dans le cadre de la création des services communs.

- **Vote du rapport par la CLECT : POUR : 26 ; CONTRE : 0 ; ABSTENTION : 0.**

Sur la base du rapport d'évaluation de la CLECT, il est proposé d'approuver les montants de la participation de la commune de Chenôve au financement des services communs, à savoir :

- 34 387 € pour la seule année 2019 ;
- 51 587 €, en année pleine, à compter de 2020.

Afin de limiter les flux financiers croisés entre les parties, et comme le prévoyait la convention susvisée du 15 avril 2019, il est proposé que la ville de Chenôve prenne directement à charge la quote-part du coût du service commun relevant de son CCAS.

Conformément à l'article L.5211-4-2 du code général des collectivités territoriales et à la convention signée avec Dijon Métropole, cet ajustement se traduira, jusqu'au terme du dispositif contractuel, par un ajustement annuel de l'attribution de compensation de la commune.

Enfin, il convient également de modifier la rédaction de l'article 4 de la convention par la conclusion d'un avenant n°1, dont le projet est annexé au présent rapport.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-4-2,

Vu le rapport d'évaluation des charges transférées approuvé le 11 avril 2019 par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT),

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver, sur la base du rapport de la CLECT du 11 avril 2019, le montant de la participation financière de la commune au coût des services communs auxquels elle adhère, soit :

- 34 387 € pour la seule année 2019 ;
- 51 587 € en année pleine à compter de 2020 ;

Cette participation financière sera imputée sur l'attribution de compensation versée par Dijon Métropole à la commune.

ARTICLE 2 : D'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention de mise en place des services communs, annexé à la délibération, et d'autoriser M. le Maire à y apporter, le cas échéant, des modifications de détails ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

7 - DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE ET DE COHÉSION SOCIALE – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN 2018

La Ville de Chenôve perçoit la Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale (DSUCS), issue de la loi n° 91-429 du 13 mai 1991, modifiée par la loi de finances n° 2004-1484 du 30 décembre 2004, la loi de programmation pour la cohésion sociale n° 2005-32 du 18 janvier 2005, ainsi que la loi de finances n° 2017-1837 du 30 décembre 2017.

La DSUCS est attribuée aux communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Elle se concentre plus particulièrement sur les communes disposant de populations résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et/ou en zone franches urbaines (ZFU).

Un classement des communes de plus de 10 000 habitants est effectué chaque année. Les critères pris en compte pour ce classement sont les suivants :

- le potentiel financier de la collectivité,
- le nombre de logements sociaux,
- le nombre de personnes bénéficiant des allocations logement,
- le revenu par habitant.

Depuis la loi de finances pour 2017, les conditions de répartition de la DSUCS ont été modifiées afin de mieux cibler les bénéficiaires. Ainsi, la pondération du critère « revenu par habitant » a augmenté et la pondération du critère « potentiel financier » a diminué, favorisant le classement de la ville de Chenôve parmi les communes éligibles. En outre, le nombre de communes éligibles a été réduit et la masse disponible au titre de la progression de la DSUCS est désormais répartie entre toutes les communes éligibles, au prorata de leur population.

En 2018, les données de la commune, comparées aux moyennes nationales, ont positionné la ville de Chenôve au 140^e rang sur 686 communes éligibles.

L'attribution de la DSUCS, en 2018, s'élevait à 3 835 794 €, en progression de 4,07 % par rapport à 2017, soit une augmentation de 149 968 €. Le taux de progressivité aurait, toutefois, tendance à diminuer, puisque la progression était supérieure à 7 % depuis 2015. Pour mémoire, il convient de rappeler que la commune a également subi, en 2018, une importante diminution de la dotation forfaitaire (- 10%) , afin de financer l'effort de solidarité vers les communes les moins favorisées.

Conformément à l'article L.1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la ville doit présenter, chaque année, un rapport sur les actions de développement social urbain et les conditions de leur financement.

La loi précise que la dotation doit contribuer à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines, notamment par le développement de « services collectifs de proximité » et par des aides ciblées. Dans un contexte de contraction de recettes, cette dotation constitue un levier financier significatif sans lequel la commune ne pourrait poursuivre, développer ou accompagner des actions destinées à apporter des réponses adaptées aux besoins spécifiques de sa population la plus fragilisée et d'atténuer les inégalités.

L'intervention de la commune se décline selon plusieurs axes :

- actions de coordination,
- développement de la citoyenneté et prévention de la délinquance,
- soutien à la scolarité et développement des activités en faveur de la jeunesse,

- promotion de l'insertion sociale et professionnelle,
- sensibilisation à la culture et à l'éducation artistique,
- adaptation de l'accueil ou des services au public,
- soutien apporté à des organismes sociaux et à des associations contribuant à faciliter l'accès à des activités de loisirs,
- amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants avec des travaux d'aménagement et des travaux importants réalisés dans le cadre de l'opération de centralité qui contribuent au renouvellement urbain du quartier du Mail.

Le détail et le coût de ces actions, organisées par la Ville ou en partenariat, sont présentés dans le tableau joint en annexe.

Vu l'article L.1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le tableau annexé,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du rapport qui retrace les actions de développement social urbain entreprises au cours de l'exercice 2018 et les conditions de leur financement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

COHESION SOCIALE ET URBAINE

8 - GYMNASE DU MAIL – CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Localisé au nord du grand ensemble, le gymnase du Mail et son plateau sportif en libre accès constituent un pôle d'équipements publics à vocation sportive très fréquenté (75 000 usagers par an) par les habitants du quartier et par l'ensemble des Chenevelières et des Cheneveliers.

Depuis sa construction en 1975, les installations intérieures du gymnase ont régulièrement fait l'objet de travaux de maintenance et d'entretien. Néanmoins, n'ayant jamais bénéficié de gros travaux notamment en matière de performance énergétique, l'équipement est aujourd'hui à « bout de souffle » et nécessite une rénovation globale.

Conformément aux orientations du contrat de ville de Dijon Métropole, cette opération s'inscrit dans une politique globale d'amélioration de la qualité et de l'attractivité des équipements publics (pilier "cadre de vie, renouvellement urbain") et participe au renouvellement urbain du nord du quartier du Mail (aménagement du "Petit Mail", requalification du secteur Kennedy...).

L'étude de programmation urbaine et architecturale confiée au cabinet AGORA montre que la structure du bâtiment (charpente, toiture...) et les contraintes liées à l'activité (continuité des saisons sportives, absence de repli sur d'autres sites...) ne permettent pas d'envisager une opération de rénovation/restructuration en site occupé. En conséquence, il est envisagé de construire un nouveau gymnase avant de démolir l'équipement actuel.

L'opération dont la synthèse du programme est annexée à la présente délibération consiste à construire un gymnase omnisports dédié à la pratique des sports collectifs et permettant l'accueil de compétitions de niveau national notamment de basket-ball. L'équipement développera une surface couverte d'environ 1.900 m² accueillant :

- une halle sportive avec une aire de jeu d'environ 800 m², des gradins fixes et amovibles pouvant accueillir au moins 350 personnes,
- des locaux servants (vestiaires, douches, sanitaires...),
- des locaux à vocation logistique et de rangement,
- des espaces réceptifs (accueil, loge gardien, bureaux, salles de réunion et de réception...),
- des locaux techniques (chauffage, traitement de l'air...).

Pour la réalisation de cette opération, il convient de lancer une procédure de concours restreint pour la prestation de maîtrise d'œuvre. A l'issue de l'appel à candidatures, trois équipes seront sélectionnées, après avis du jury, pour établir un projet d'un niveau "esquisse".

Le jury, présidé par M. le Maire ou son représentant, sera composé :

- des membres de la Commission d'Appels d'Offres,
- de 2 personnes représentant la Fédération Française de Basket-ball,
- de 4 maîtres d'œuvre.

Le planning prévisionnel prévoit un démarrage des travaux au premier trimestre 2021 pour une livraison en 2023.

L'enveloppe prévisionnelle de l'opération (travaux de construction, travaux de démolition, aménagement des abords, honoraires divers...) est estimée à 5 062 000 € HT (valeur avril 2019).

La ville de Chenôve sollicitera, au taux maximum, l'ensemble des subventions susceptibles

d'être accordées au titre de la présente opération.

Vu la synthèse du programme joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter la synthèse du programme de restructuration du gymnase du Mail et de ses abords,

ARTICLE 2 : D'arrêter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 5 062 000 € HT,

ARTICLE 3 : De dire que le financement de l'opération sera assuré sur les crédits ouverts au budget des exercices 2019 et suivants,

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire à engager la procédure de concours restreint pour la désignation du maître d'œuvre,

ARTICLE 5 : De fixer à 18 000 € HT le montant de la prime versée à chacun des candidats admis à participer au concours, sous réserve qu'ils aient émis une offre conforme au règlement de consultation,

ARTICLE 6 : D'autoriser Monsieur le Maire à déposer les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires à la réalisation de tout ou partie des travaux (permis de construire...),

ARTICLE 7 : De solliciter l'ensemble des subventions susceptibles d'être accordées pour la réalisation de cette opération,

ARTICLE 8 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

JEUNESSE ET SPORT

9 - SÉJOURS SPORTIFS MUNICIPAUX : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES ACTIVITÉS

Par délibération n° 61 en date du 14 mai 2012, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur relatif aux activités sportives municipales qu'il a ensuite modifié, par les délibérations en date du 11 mai 2015 et du 22 mai 2017 afin d'intégrer de nouvelles activités.

Compte tenu de l'évolution des activités proposées par la direction des Sports, Loisirs et Jeunesse de la commune de Chenôve, il apparaît nécessaire de modifier ledit règlement intérieur pour faciliter l'inscription et le paiement des activités par les usagers.

Il convient de préciser que les modifications proposées à ce règlement concernent plus particulièrement :

- la dénomination des activités,
- les modalités d'inscription et de paiement, avec la possibilité de régler les inscriptions en ligne via l'espace citoyen et/ou par carte bancaire,
- le règlement des activités au moment de l'inscription,
- la possibilité de régler les séjours et centres de vacances en plusieurs fois.

Vu le projet de règlement intérieur des activités et séjours sportifs municipaux joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les modifications du règlement intérieur des activités et séjours sportifs municipaux conformément aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

10 - RETRAIT DE LA COMMUNE DE COUCHEY DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR DU PLATEAU (SIPLASUD)

Créé en 1975, le Syndicat du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD) dont l'objet est la préservation et la mise en valeur des milieux naturels du plateau exerce ses compétences sur un territoire couvrant cinq communes : Chenôve, Corcelles-les-Monts, Couchey, Dijon et Marsannay-la-Côte.

Par délibération du 19 novembre 2018, la commune de Couchey a exprimé sa volonté de se retirer du SIPLASUD en raison de son rattachement à la communauté de communes de Gevrey-Chambertin et Nuits-Saint-Georges qui lui permet, notamment, de bénéficier des interventions des animateurs du réseau Natura 2000 pour la gestion des espaces naturels.

Par délibération du 26 mars 2019, le comité syndical du SIPLASUD a approuvé le retrait de la commune de Couchey du SIPLASUD.

En application des dispositions de l'article L.5211-19 du code général des collectivités territoriales, qui stipule que le retrait est subordonné à l'accord des conseils municipaux des communes membres, le Président du SIPLASUD a sollicité, par courrier du 10 avril 2019, l'avis du conseil municipal de Chenôve.

Vu l'article L.5211-19 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°11-11/2018 de la commune de Couchey en date du 19 novembre 2018,

Vu la délibération n°2019/2 du SIPLASUD en date du 26 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le retrait de la commune de Couchey du Syndicat du Plateau du Sud Dijonnais (SIPLASUD),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

CULTURE

11 - CONVENTION TRIPARTITE CINÉMA POUR L'ANNÉE 2019 ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE, LA FÉDÉRATION RÉGIONALE DES MAISONS DES JEUNES ET DE LA CULTURE (F.R.M.J.C.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ ET LA M.J.C. DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve, la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture de Bourgogne-Franche-Comté (F.R.M.J.C) et la M.J.C de Chenôve partagent la nécessité de promouvoir les expressions cinématographiques sur le territoire de la commune. À ce titre, la ville de Chenôve est inscrite depuis plusieurs années dans le circuit itinérant « Les Tourneurs 21 ».

Cette activité culturelle a pour but la diffusion de films au plus grand nombre dans des conditions professionnelles. Une convention tripartite est proposée chaque année pour fixer les modalités logistiques et financières de ce partenariat.

À travers cette convention, la ville de Chenôve s'engage à soutenir la Fédération Régionale des M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté dans la réalisation de cette action par la mise à disposition de moyens (salle de projection) et par la participation aux frais propres à l'activité.

Ainsi pour l'exercice 2019, le montant de la participation de la ville de Chenôve est fixé à 4 867,88 €, conformément à la grille tarifaire jointe à la convention.

La M.J.C. de Chenôve est chargée d'organiser des projections de cinéma, la promotion des séances et l'accueil du public.

Vu le projet de convention et son annexe joints à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite cinéma 2019 entre la F.R.M.J.C de Bourgogne-Franche-Comté, la M.J.C de Chenôve et la ville de Chenôve aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

12 - CARTE AVANTAGES JEUNES – RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE (C.R.I.J.) DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le dispositif « Carte Avantages Jeunes » est une action du Centre Régional d'information Jeunesse (C.R.I.J.) de Bourgogne-Franche-Comté. Il est destiné à tous les jeunes âgés de moins de 30 ans le jour de l'acquisition de la dite carte

Celle-ci est vendue au prix de 8 € par le C.R.I.J. et elle est valable du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante. Ce dispositif permet aux jeunes d'obtenir des réductions et des gratuités dans les domaines de la culture, des loisirs, des sorties et de la vie pratique. Il participe activement au développement de la prise d'initiative et de la responsabilité des jeunes. Il permet d'impulser des pratiques culturelles et sportives en favorisant leur accès et en cherchant à les rendre habituelles.

Par délibération n° DEL_2018_056, la ville de Chenôve a adhéré à ce dispositif dès son lancement en Bourgogne, en septembre 2018, car il permet notamment d'augmenter la visibilité du Cèdre et de son offre culturelle. L'adhésion à ce dispositif est gratuite.

Pour poursuivre l'intégration du Cèdre au sein du paysage culturel régional et soutenir l'accès à la culture des jeunes en complémentarité avec la Carte Culture Étudiant portée par la Métropole, il est proposé au Conseil municipal que la ville de Chenôve renouvelle son adhésion au dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne-Franche-Comté.

Vu le projet de convention mentionné ci-dessus,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la signature des conventions de partenariat entre la ville de Chenôve et le C.R.I.J. dans le cadre du dispositif « Avantages Jeunes » porté par le C.R.I.J. Bourgogne-Franche-Comté aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

13 - CONVENTION DE COOPÉRATION CULTURELLE ET CONTRAT TERRITOIRE LECTURE 2019-2022 : AUTORISATION DE SIGNATURE

Le Contrat de ville 2015-2020 a été signé le 6 juillet 2015 par l'État, le Grand Dijon, le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, le Rectorat, les communes de Chenôve, Dijon, Longvic et Quetigny, les bailleurs sociaux, la Caisse d'allocations familiales, l'Agence Régionale de Santé, Pôle Emploi et la Caisse des dépôts et consignations. Il a été prorogé par l'État jusqu'en 2022.

Le diagnostic du pilier « cohésion sociale » du Contrat de ville a mis en évidence la présence en nombre d'équipements culturels et de structures associatives dans les quartiers prioritaires et de veille de la Politique de la ville. Si à Chenôve on se félicite d'une fréquentation réelle des équipements culturels par les habitants du quartier prioritaire, les besoins de médiation culturelle sont toujours d'actualité sur ces territoires et notamment au sein du quartier du Mail.

C'est pourquoi, pour organiser différents modes de médiation, une Convention Culture et Territoires ainsi que son annexe, le Contrat Territoire Lecture, ont été signés le 29 septembre 2016 entre le Ministère de la Culture (Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté), l'Éducation nationale (Rectorat de l'Académie de Dijon) et la Communauté urbaine du Grand Dijon, pour la période 2016-2018.

Inscrits dans le cadre d'une politique nationale partenariale initiée entre le Ministère de la culture et de la communication, le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère chargé de la Ville, cette convention et ce contrat témoignaient de la volonté des signataires de définir une stratégie commune de développement de l'action culturelle pour et avec les habitants des quartiers Politique de la ville.

La Convention Culture et Territoires 2016 – 2018 a permis de :

- Poser les bases d'un projet culturel appliqué à la Politique de la ville, en déterminant des objectifs et des dispositifs communs en matière culturelle ;
- Élaborer des diagnostics partagés de la lecture publique et de l'offre numérique dans les quartiers prioritaires ;
- Favoriser la mutualisation des moyens, des actions et des ressources en encourageant des pratiques de collaboration ;
- Accompagner et soutenir des associations culturelles structurantes du Contrat de ville par la signature de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs et de Moyens.

Les actions conduites en 2016 – 2018 via le Contrat Territoire Lecture ont permis de :

- Fédérer le réseau des bibliothèques présentes au cœur ou à proximité des sept quartiers Politique de la ville métropolitains ;
- Instaurer une dynamique forte et nouvelle entre les enseignants et les bibliothécaires autour de la co-construction de projets partagés, en lien avec l'éducation artistique et culturelle ;
- Mettre en valeur l'axe primordial de la parentalité dans les actions conduites, pendant et hors du temps scolaire ;
- Déterminer des problématiques liées à l'accès aux ressources numériques, à l'analyse des images et à l'usage d'internet pour les plus jeunes.

La Convention Culture et Territoires et le Contrat Territoire Lecture étant arrivés à échéance fin 2018, il vous est proposé d'approuver :

- **D'une part, la Convention de Coopération Culturelle 2019 - 2022** qui a pour objectif de poursuivre le travail engagé et de renforcer les actions entreprises dans le cadre de la précédente Convention Culture et Territoires. C'est pourquoi la Ville de Dijon et les trois autres communes de la Politique de la ville, à savoir Chenôve, Longvic et Quetigny en sont

désormais signataires aux côtés de Dijon métropole, de la DRAC de Bourgogne-Franche-Comté et de l'Éducation nationale.

Par cette convention, la ville de Chenôve, tout comme l'ensemble des partenaires, s'engagent à :

- Concourir ensemble à un développement culturel durable et harmonieux des quartiers Politiques de la ville ;
- Renforcer le sentiment d'appartenance à une véritable communauté de destin culturel ;
- Mettre en œuvre des actions promouvant la culture et les arts en tant que leviers d'insertion dans les quartiers ;
- Favoriser l'émergence de tout contrat et/ou dispositif soutenant la création artistique et instaurant des pratiques visant à répondre aux besoins spécifiques des habitants.

- D'autre part, le Contrat Territoire Lecture 2019 - 2022 qui constitue une déclinaison dans le champ de la lecture publique, de la Convention de Coopération Culturelle. Il a pour enjeu de poursuivre la structuration et la promotion de la lecture publique engagées en 2016 – 2018.

Par ce nouveau contrat, les partenaires souhaitent :

- Encourager et favoriser la collaboration entre les différents acteurs culturels, éducatifs et sociaux présents dans les quartiers ;
- Faciliter l'accès aux ressources culturelles et numériques pour tous les habitants ;
- Développer et renforcer les pratiques culturelles au sein des familles.

Le Contrat Territoire Lecture prévoit que le Ministère de la Culture (DRAC de Bourgogne-Franche-Comté) et Dijon métropole apportent leur soutien financier à parité, pour les actions programmées dans ce cadre, à hauteur de 25 000 € par an pour la période 2019-2022.

Dijon métropole dédie un poste de chargée de mission qui a pour tâche d'assurer la coordination, l'animation et l'évaluation de la Convention de Coopération Culturelle et du Contrat Territoire Lecture pour la période 2019-2022.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 11 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention de Coopération Culturelle et le Contrat Territoire Lecture prévus pour la période 2019-2022, dans le cadre du Contrat de ville 2015-2022,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

14 - BIBLIOTHÈQUE FRANÇOIS MITTERRAND – CONCOURS DE NOUVELLES : ATTRIBUTION DE PRIX

Dans le cadre de sa programmation culturelle, la bibliothèque François Mitterrand a reconduit son concours de nouvelles qui s'intitulera « *L'encre noire* ». La date limite de remise des textes a été fixée au 28 juin 2019. La date de la proclamation des résultats du concours est fixée au samedi 28 septembre 2019, sous réserve que le nombre de textes reçus soit suffisant à l'expression d'un palmarès, faute de quoi, le concours sera annulé.

Un jury, constitué de M. le Maire, Mme l'adjointe à la Culture, M. le Directeur des Affaires culturelles, de bibliothécaires et de trois usagers de la bibliothèque effectuera une sélection des meilleures créations selon les critères suivants :

- Adéquation avec le thème,
- Qualité littéraire,
- Originalité,
- Inventivité

Le jury décernera trois prix sous forme de livres :

- premier prix : un livre d'une valeur de 25 euros
- deuxième prix : un livre d'une valeur de 20 euros
- troisième prix : un livre d'une valeur de 15 euros

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'organisation du concours de nouvelles par la bibliothèque François Mitterrand, et de doter ce concours de récompenses aux auteurs lauréats du concours de nouvelles aux conditions précisées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

15 - SAISON CULTURELLE 2019-2020 – MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE

En complément de la délibération n° DEL_2018_059 du 28 mai 2018 relative à la nouvelle proposition de grille tarifaire de la saison culturelle 2018-2019, et dans la perspective de l'ouverture de la prochaine saison culturelle 2019-2020, il est proposé au Conseil municipal de reconduire cette grille tarifaire pour la saison 2019-2020. Toutefois, il est proposé de procéder à deux modifications de cette grille tarifaire :

- **d'une part, étendre le tarif « Scolaires »** aux élèves des établissements d'enseignements artistiques labellisés par le Ministère de la Culture, dans le cadre de sorties organisées par eux, avec gratuité pour l'enseignant et les accompagnateurs (maximum 5 par classe).

La Charte de l'enseignement artistique spécialisé du Ministère de la culture définissant les missions culturelles des établissements d'enseignement artistique, souligne, en effet, qu'ils doivent contribuer à la réduction des inégalités sociales d'accès aux pratiques culturelles à travers des actions de sensibilisation et d'élargissement des publics. Par ailleurs, la fréquentation de spectacles (arts dramatiques, danse, musique) fait partie intégrante des cursus de formation.

- **d'autre part, corriger le tarif « grand groupe 30 personnes et + »** selon le tableau suivant :

| | Tarif A | Tarif B | Tarif C | Tarif D | Tarif E | Tarif F | Tarif en famille |
|---------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|------------------|
| <i>Groupes 30 p. et +</i> | 10,00 € | 12,00 € | 17,00 € | 22,00 € | 27,00 € | 32,00 € | 8,00 € |

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 Juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 Juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les modifications de tarifs proposées, applicables pour la saison culturelle 2019-2020, conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

16 - ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE (ANCGVM) : ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE

Fondée en 1919 par le vice-amiral Emile GUÉPRATTE, héros de la bataille des Dardanelles, à la suite de la création de la Croix de guerre 1914-1918, l'Association Nationale des Croix de Guerre et de la Valeur Militaire (ANCGVM) rassemble aujourd'hui les personnes physiques et morales suivantes :

- Les soldats de tous grades, des armées de Terre, de l'Air, de la Marine et de la Gendarmerie nationale, cités, titulaires de l'une des décorations suivantes :
 - Croix de guerre 1939-1945
 - Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs
 - Croix de la Valeur militaire
 - Médaille de la Gendarmerie nationale avec citation
 - Médaille d'or de la Défense nationale pour citation sans croix
- Les unités militaires des trois armées et de la gendarmerie décorées d'une Croix de guerre et/ou de la Croix de la Valeur militaire,
- Les villes et communes décorées des Croix de guerre 1914-18 et/ou 1939-45,
- Les institutions civiles décorées d'une Croix de guerre 1914-18 et/ou 1939-45,
- et à titre associés leurs amis, alliés et sympathisants.

Le siège social de l'ANCGVM est à l'Hôtel National des Invalides à Paris.

Le 11 novembre 1948, le secrétaire d'État aux forces armées a cité la ville de Chenôve à l'ordre de la Division.

Chenôve a été citée comme une commune dont la population a fait preuve, au cours de l'occupation, du plus bel esprit national en apportant une aide efficace aux évadés et aux réfractaires et aux divers organismes de résistance active.

Chenôve a perdu onze de ses enfants déportés en Allemagne, dont son maire, arrêté au cours d'une manifestation patriotique.

Chenôve a été durement touchée en juillet et août 1944 par les bombardements aériens qui ont fait vingt-trois tués et cinquante-sept blessés parmi la population.

Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec Étoile d'Argent.

Cette décision est affichée dans la salle du conseil municipal de la ville de Chenôve.

Le montant de la cotisation annuelle à l'association est de 150 euros.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 13 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer à l'Association Nationale des Croix de Guerre et de la Valeur Militaire (ANCGVM) au titre des villes décorées de plus de 10 000 habitants,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions

par :

VOTES
26 POUR

17 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

18 - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX AUX PARTIS POLITIQUES, AUX ASSOCIATIONS À VISÉE POLITIQUE ET AUX SYNDICATS

Les communes ont la faculté de mettre des locaux à disposition d'un parti politique, d'une association ou d'une organisation syndicale selon les conditions habituelles d'usage des propriétés communales.

Les modalités de prêt de ces locaux sont codifiées par le Code général des collectivités territoriales qui dispose à l'article L2144-3 que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. Des locaux communaux peuvent également être mis à la disposition des organisations syndicales... »

Afin de garantir le respect du principe d'égalité dans le traitement des demandes quel que soit le bénéficiaire, et par anticipation des demandes de prêt liées à la prochaine campagne pour les élections municipales de 2020, il apparaît souhaitable de déterminer les conditions dans lesquelles de telles mises à disposition peuvent avoir lieu.

Il est donc proposé au Conseil municipal de fixer les règles suivantes :

1. Règles applicables aux partis politiques, candidats et associations à visée politique :

Le Code électoral, modifié par la loi du 15 septembre 2017, prévoit notamment dans son article L.52-4 :

« Tout candidat à une élection déclare un mandataire conformément aux articles L. 52-5 et L. 52-6 au plus tard à la date à laquelle sa candidature est enregistrée. Ce mandataire peut être une association de financement électoral, ou une personne physique dénommée "le mandataire financier".

Le mandataire recueille, pendant les six mois précédant le premier jour du mois de l'élection et jusqu'à la date du dépôt du compte de campagne du candidat, les fonds destinés au financement de la campagne. »

L'article L.52-8 de ce même code prévoit que « les personnes morales, à l'exception des partis ou groupements politiques, ne peuvent participer au financement de la campagne électorale d'un candidat, ni en lui consentant des dons sous quelque forme que ce soit, ni en lui fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des prix inférieurs à ceux qui sont habituellement pratiqués. »

Depuis de nombreuses années, la jurisprudence considère cependant qu'« il n'y a pas lieu d'inclure dans les comptes de campagne les sommes correspondant à l'utilisation de salles mises gratuitement à disposition par les collectivités territoriales, dès lors que l'ensemble des candidats a pu disposer de facilités analogues. » (Conseil d'État – 8 juin 2009).

1-1. Avant le 1^{er} septembre 2019 :

Les partis politiques et les associations à visée politique ayant un adressage à Chenôve peuvent solliciter la mise à disposition de la salle Mesguis, 4 fois par mois maximum, dans la mesure où le planning d'occupation le permet, et bénéficient à ce titre de l'exonération des droits de location.

1-2. À compter du 1^{er} septembre 2019 :

Il est proposé qu'à compter du 1^{er} septembre 2019, soit la date à laquelle obligation est faite d'ouvrir les comptes de campagne et jusqu'au 1^{er} avril 2020, tout candidat disposant d'un

mandataire financier pourra bénéficier de la mise à disposition gratuite de l'une des salles suivantes dans la limite de 12 occupations et dans la mesure où les plannings le permettent :

- salle des fêtes Armand Thibaut, 2 place Pierre Meunier – 550 personnes
- salle du RDC de l'Hôtel des Sociétés, place Anne Laprêvotte – 100 personnes
- salle Mesguis, 14 avenue du 14 juillet – 50 personnes
- escale Charcot, avenue du 14 juillet – 90 personnes
- espace François Mitterrand de la bibliothèque, place Coluche – 150 personnes
- gymnase Jules Ferry, rue Jules Ferry – 200 personnes
- gymnase Gambetta, rue Lamartine – 200 personnes
- gymnase du Mail, 4 rue Olympe de Gouges - 260 personnes
- gymnase Herriot, rue Edouard Herriot – 200 personnes

À compter du 1^{er} avril 2020, les conditions de mise à disposition des locaux municipaux redeviendront celles qui ont été exposées au paragraphe 1.1 de la présente délibération.

2. Règles applicables aux organisations syndicales :

Les syndicats ayant une section locale à Chenôve bénéficient de la mise à disposition gratuite une fois par an de l'une des salles suivantes pour l'organisation d'une manifestation dans la mesure où les plannings d'occupation le permettent :

- salle des fêtes Armand Thibaut, 2 place Pierre Meunier – 550 personnes
- salle du RDC de l'Hôtel des Sociétés, place Anne Laprêvotte – 100 personnes
- salle Mesguis, 14 avenue du 14 juillet – 50 personnes
- escale Charcot, avenue du 14 juillet – 90 personnes

3. Modalités de mise à disposition :

3-1 Demandes de réservation :

La Maison de la Vie Associative (MVA) est chargée du traitement des demandes de réservation qui sont adressées à M. le Maire et transmises par courriel à : mva@ville-chenove.fr.

3-3. Règlements intérieurs et aménagement des salles :

Les utilisateurs appliquent les règlements intérieurs des salles municipales et équipements sportifs municipaux qui leur sont notifiés.

L'aménagement des salles est réalisé avec le mobilier disponible et les locaux doivent être remis en état avant le départ des bénéficiaires.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter les règles et le principe de gratuité pour la mise à disposition de locaux communaux aux partis politiques, aux associations à visée politique et aux organisations syndicales aux conditions ci-dessus exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE**19 - RÉGULARISATION JURIDIQUE ET FONCIÈRE DE LA PARCELLE CADASTRÉE A75**

L'association EQUI-SENS accompagne depuis plus de 15 ans des personnes en situation de handicap psychique, physique, relationnel ou en souffrance, dans le cadre d'objectifs thérapeutiques ou de loisirs avec le cheval comme partenaire privilégié. Les effets bénéfiques de cet accompagnement sont reconnus par les professionnels de santé.

Afin de permettre à l'association EQUI-SENS de développer son activité et de s'installer à proximité du Cercle Hippique Dijonnais, la Ville a établi le 28 décembre 2016, une promesse de bail à construction avec la dite-association, sur la parcelle cadastrée A75 d'une surface de 0,3645 ha.

Cette parcelle sur laquelle s'est construit un centre équestre, est rattachée au régime forestier par la parcelle mère A15.

Bien que cette parcelle n'était pas boisée à l'origine, mais constituée par une lande, il est aujourd'hui juridiquement nécessaire de réaliser une régularisation foncière en demandant à l'Office Nationale des Forêts (ONF), sa distraction du régime forestier.

Vu le plan joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De demander la distraction du Régime Forestier de la parcelle A75,

ARTICLE 2 : De charger l'Office National des Forêts d'instruire le dossier nécessaire,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
26 POUR

20 - ENSEMBLE IMMOBILIER SIS 2 PLACE LAPRÉVOTE : AUTORISATION DE CESSION DU LOT 2 ET DE LA PARTIE B DU LOT 3

Par délibération n° DEL_2017_123, en date du 18 décembre 2017, la commune de Chenôve a autorisé la vente à M. Thibaut TISSIER, du lot 2 et la partie B du lot 3 d'un ensemble immobilier (voir plan joint), sis 2 place Laprévote dans le vieux village, pour un montant de 115 000 €.

M. TISSER s'étant désisté, une nouvelle offre, d'un montant de 125 000 €, a été présentée par M. Abdellatif ES SABOUNI, en date du 11 mars 2019.

Cette cession pourrait être consentie pour un montant de 125 000 €, légèrement supérieur à l'estimation de France Domaine du 26 juin 2017.

Les frais liés à l'acte sont à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, un compromis de vente serait signé dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de la présente délibération devenue exécutoire. Ce compromis présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également les acquéreurs sous réserve d'éventuelle(s) condition(s), notamment suspensive(s).

Il convient de préciser qu'à défaut d'accord et de signature corrélative dudit compromis dans le délai indiqué ci-dessus, la commune serait libérée de tout engagement envers M. Abdellatif ES SABOUNI. Elle pourrait en conséquence remettre le bien en vente.

Vu l'article L.2241-1 du code des collectivités territoriales,

Vu l'avis de France Domaine en date du 26 juin 2017,

Vu le plan joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date 12 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de ces lots désignés ci-dessus aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer les actes notariés correspondant,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

SOLIDARITE

21 - SOCIÉTÉ DIJONNAISE D'ASSISTANCE PAR LE TRAVAIL (SDAT) – DISPOSITIF INTER SOCIAL CHENÔVE – PROROGATION DE LA CONVENTION CADRE 2016-2019 : AUTORISATION DE SIGNATURE

La Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail (SDAT), association œuvrant en faveur des personnes les plus démunies, réalise depuis de nombreuses années des actions destinées à favoriser l'accès de ces personnes aux services de logement, de santé, d'insertion sociale et professionnelle existants.

Sur le territoire de la Métropole dijonnaise, cinq actions ont été identifiées par l'État, le Conseil départemental, la Métropole, la ville de Dijon, le CCAS de Dijon, la ville de Chenôve, le CCAS de Chenôve et l'Agence Régionale de Santé.

Ces actions, sont identifiées sous les intitulés suivants :

- ACOR Centre-Ville
- ACOR Grand Dijon
- INSER SOCIAL Chenôve
- Centre de Santé Polyvalent-Antenne d'accueil médical
- Espace Permanent d'Insertion (EPI)

La ville de Chenôve cofinance exclusivement le dispositif INSER'SOCIAL Chenôve, avec le Conseil départemental, la Métropole (dans le cadre du contrat de ville), et l'État.

Ce dispositif recouvre des actions d'accompagnement social individualisé auprès d'un public logé en milieu ordinaire. Les personnes accompagnées par ce dispositif habitent Chenôve au moment de leur prise en charge. Une partie des moyens d'INSER'SOCIAL Chenôve (notamment les locaux et l'encadrement) sont mutualisés avec le dispositif ACOR Grand Dijon, qui intervient avec les mêmes missions sur les autres communes de la Métropole.

Le public visé est constitué de personnes majeures, en situation d'exclusion sociale générée par de multiples difficultés sociales et médico-sociales, pour lesquelles les interventions sociales de droit commun ont atteint leurs limites. Un maximum de soixante personnes sont accompagnées en file active.

Le CCAS de Chenôve coordonne le dispositif. Il s'assure de la bonne réalisation de la mission et du respect des procédures de fonctionnement.

La convention, qui fixe les principes et moyens de l'intervention de la SDAT, a été signée pour trois ans et a pris fin au 31 décembre 2018. Les co-financeurs des différents dispositifs liés à la convention ont souhaité une prorogation de la convention pour une année, dans l'attente d'une décision concernant le transfert des compétences en matière d'action sociale du Département vers la Métropole dijonnaise.

Concernant le dispositif INSER'SOCIAL Chenôve, la prorogation d'un an reconduit l'action et son financement à l'identique pour un budget annuel total de 190 062 €, réparti comme suit :

- Ville de Chenôve : 60 000 €
- Conseil Départemental : 40 132 €
- Métropole : 49 430 €
- État : 40 500 €

Vu l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la convention cadre 2016-2019 jointe en annexe,

Vu l'avis de la commission solidarité, tranquillité publique, cohésion sociale et urbaine et

citoyenneté du 11 juin 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la prorogation de la convention cadre 2016-2019 définissant les principes et les moyens de l'intervention de la Société Dijonnaise d'Assistance par le Travail (SDAT) relatives aux actions mises en place sur le territoire de Dijon Métropole,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

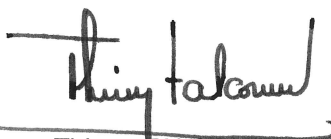
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

La séance est levée à 21 h 27.




Thierry FALCONNET